

céréalière entre Meuse et Rhin¹⁰⁹. Mais à partir de 1770—71, la fébrilité des prix céréalières puis la crise fourragère des années « 80 » remettent en cause un dogme vieux d'un siècle. Désormais, les garnisons sont à charge, d'autant plus que l'Ouest du *Reich* soumis également à une forte pression démographique, exporte moins et plus cher. Versailles enquête sur les ressources des banlieues des places fortes (fortement déficitaires pour Montmédy, Longwy, Sarrelouis, Phalsbourg et même parfois pour Verdun) et recommande aux entrepreneurs des Vivres de ne plus acheter dans la zone d'approvisionnement de Metz pour ne pas aggraver la fragilité frumentaire de la ville¹¹⁰.

Aussi, l'action des diplomates visant à régler les contentieux frontaliers par des échanges plus ou moins compensés indispose-t-elle le secrétariat à la Guerre et les gouverneurs des Evêchés. Ils reprochent à la convention du 16 mai 1769, signée avec Vienne, d'avoir compromis l'autonomie céréalière de Thionville au bénéfice de Luxembourg et d'avoir sacrifié celle de Longwy. Désormais vigilants, ils suivent de près les laborieuses péripéties du rattachement des terres de l'abbaye de Wadgasse au ressort de Sarrelouis afin que la place puisse disposer de quelques corvéables et sacs de grains supplémentaires¹¹¹. Dans ce contexte, pour des raisons plus financières qu'économiques, la monarchie renonce à toute extension des fortifications évêchoises, voire à leur entretien, sauf exception (Sarrelouis). Elle réduit sensiblement les garnisons : en moyenne 1 000 hommes à Verdun, 2 000 à Sarrelouis; 7 500 à Metz en 1774, 6 000 en 1788¹¹². Si cette baisse, effet de la réduction des effectifs de l'armée royale, soulage un tant soit peu le marché des subsistances, elle perturbe néanmoins celui du travail au point de pousser un nombre croissant d'Evêchois à embrasser le métier des armes¹¹³. Le désengagement relatif de l'armée désorganisait l'économie provinciale. C'est un des aspects spécifiques de la *crise évêchoise* à la fin de l'Ancien Régime.

Diskussion

Philippe Truttmann, Toul: Je voudrais ajouter quelques mots sur les grands travaux de fortification exécutés à Metz à partir de 1728 sous l'autorité suprême du lieutenant général d'Asfeld qui était en quelque sorte le successeur administratif de Vauban. C'est en 1728 que la cour décide de refondre complètement cette place de Metz pour laquelle Vauban a laissé des projet merveilleux, mais que la conjoncture

¹⁰⁹ Michel Morineau, *Les faux-semblants d'un démarrage économique : agriculture et démographie en France au XVIII^e siècle*, Paris, A. Colin, 1971, p. 39—47.

¹¹⁰ AG MR 1042, monographie des différentes places, 1763—1788.

¹¹¹ Jean-François Noël, *Les problèmes de frontière entre la France et l'Empire dans la seconde moitié du XVIII^e siècle* dans *Revue Historique*, avril-juin 1966, p. 333—346. AG MR 1052/9 (réflexions sur les cessions, 1772) et AE CP Nassau 7, ff^o 18—25, Necker à Vergennes, 13 février 1778.

¹¹² BM Metz Ms 1351, p. 697.

¹¹³ A. Corvisier, thèse citée, t.I, p. 430—431 : 794 soldats pour 100 000 habitants en 1716, 1046 en 1763, 1204 au moins pour 100 000 hab. en 1789.